

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3893 - Mardi 1er Juin 2021 - Prix : 200 Fc

POLITIQUE

Fazul : "Aucune solution pour notre justice avant 20 ans"



Fazul devant la presse.

A nos lecteurs

Depuis quelques jours vous avez constaté que La Gazette des Comores a vu sa pagination réduite, en raison de problèmes logistiques indépendantes de sa volonté. Toutes nos excuses à nos fidèles lectrices et lecteurs pour ce désagrément, en attendant un retour rapide à la pagination habituelle.

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

Prières aux heures officielles Du 1er au 05 Juin 2021

Lever du soleil:
06h 21mn
Coucher du soleil:
17h 49mn

Fajr : 05h 09mn
Dhouhr : 12h 09mn
Ansr : 15h 04mn
Maghrib: 17h 52mn
Incha: 19h 06mn



POLITIQUE

Abdoulwahab Ali Aziri tourne le dos à l'opposition

Le secrétaire général du parti UNDC, premier opposant farouche d'Azali Assoumani à Mitsoudjé, vient de jeter l'éponge : « je ne me retrouve plus dans les orientations et les objectifs politiques des partis de l'opposition, ce qui devrait demeurer un combat politique s'est mué en haine personnelle contre la personne d'Azali Assoumani ».

L'annonce a été faite le 25 mai 2021, à la veille du 2e anniversaire de l'investiture d'Azali Assoumani, à l'issue de la présidentielle anticipée en 2019. Par voie de communiqué, le secrétaire général de l'UNDC (un parti politique) et premier opposant farouche du régime actuel à Mitsoudjé, localité dont est originaire le chef de l'État Azali Assoumani, Abdoulwahab Ali Aziri annonce quitter l'opposition, mettant en cause les orientations et les objectifs politiques des

partis de l'opposition. Selon lui, ce qui devrait demeurer un combat politique « s'est mué en haine personnelle contre la personne d'Azali Assoumani ».

« Par l'agrément de mon parti politique UNDC, j'ai participé depuis plus de cinq ans au côté de leaders et autres personnalités politiques de ce pays à une coordination de partis politiques de combat contre la politique du régime actuel notamment celui issu des élections du 24 mars 2019 », explique-t-il. « J'ai, depuis un an, fait le constat de l'échec de nos orientations, de nos lignes et des choix politiques adoptés pour faire de ce combat un moyen de construire une alternative sérieuse. Nous n'avons malheureusement jamais su accorder nos idées pour proposer une alternative crédible pour aborder les vraies inquiétudes de nos concitoyens. Loin de là et le temps passant, ce qui devrait demeurer un combat politique s'est mué en haine personnelle cont-

re la personne d'Azali Assoumani ».

Par conséquent, « je renonce à cautionner aveuglement une posture sans issue et adhère à toute démarche allant dans le sens du dialogue et la concorde entre les enfants de ce pays ». Pour finir, il a expliqué que pour ces raisons, pour l'intérêt supérieur de notre pays et animé par un esprit de l'idéal républicain qu'il souhaite au pays, il va joindre ses efforts « à toutes les bonnes volontés qui concourent à un environnement plus sain et plus inclusif du paysage politique et à plus de concorde ». C'est cet idéal qui aurait toujours été sa boussole selon ses propres termes, quand il a fait le choix de s'engager en politique. Il annonce donc sa « disponibilité totale et sans condition » à apporter sa contribution à chaque fois que l'occasion lui sera donnée de partout où elle viendra.

Nassuf Ben Amad



RASSEMBLEMENT DE L'OPPOSITION À MKAZI

Des pro-Azali fustigent l'opposant Youssef Mmadi Boina

Quatre jours après le rassemblement de l'opposition à Mkazi Bambao le 26 mai dernier, des jeunes cadres de cette localité qui soutiennent le pouvoir n'ont pas tardé à réagir. Selon eux, Youssef Madi Boina a voulu apporter le malheur dans sa ville natale.

C'était à Mkazi Bambao que les opposants au régime d'Azali ont choisi de se réunir le 26 mai dernier, sous la conduite de Youssef Mmadi Boina, pour réclamer le tour d'Anjouan. Ce rassemblement a laissé croire que Mkazi figure parmi les localités hostiles à la politique du président Azali. C'est pour cette raison que Adamou Moeva a répondu que l'opposition œuvre pour des intérêts particuliers car le 26 mai dernier c'était le jour où l'île d'Anjouan devait se révolter contre Azali et d'accuser Youssef Mmadi Boina d'avoir voulu apporter le malheur à Mkazi. « Le fait que les jeunes qui soutiennent le pouvoir n'ont pas riposté au



rassemblement du 26 mai, laisserai croire que le président Azali n'a pas des sympathisants dans cette localité. Alors que nous n'avons pas riposté pour éviter une altercation directe entre nous-mêmes », explique Adamou Moeva, avant de poursuivre que « les forces de l'ordre pouvaient intervenir mais ne l'ont

pas fait pour éviter d'envenimer la situation ».

Le conférencier a regretté le fait que l'opposant Youssef Mmadi n'ait pas compris pourquoi les autres opposants tels que Hassan Ahmed El Barwane, Maître Mahamoud et Mouigni Baraka n'ont pas souhaité faire le rassemblement

dans leurs propres villes. « Ce ne sont pas les jeunes de Mkazi qui ont participé à cette rencontre mais des jeunes venant de Chomoni et d'autres villages », précise-t-il. Entouré par des jeunes cadres qui disent être derrière la politique du président Azali, Adamou Moeva a rejeté avec amertume l'ambition de vouloir

mettre les siens en danger pour des fins politiques et personnelles. « Il s'agit de la politique, et lorsqu'on a l'intention de gouverner ce pays un jour, il faut accomplir des bonnes actions », martèle Adamou Moeva.

Devant les médias, les conférenciers ont dit applaudir la preuve de maturité dont ont fait preuve les jeunes de Mkazi et la sagesse du président de ne pas ordonner une intervention militaire à Mkazi. « Ce qui s'est passé le 26 mai dernier, a justifié que la paix et la stabilité que réitère le président dans ses discours ne sont pas que des simples mots ».

Kamal Gamal

SOCIÉTÉ

A Anjouan les jeunes veulent du travail...

Huit jeunes sur 10 interrogés dans les rues de l'île de Ndzouani, ne parlent que de « création d'emploi ». 5000 jeunes dans la rue depuis le premier mandat interrompu (3 ans) et les 2 ans consommés. Ce 27 mai 2021, une partie de la jeunesse semble indifférente au « grand discours bilan » du 2ème anniversaire de la réélection d'Azali. On ne parle que « hazi » (travail).

"L'anjouanais est un travailleur assidu. La vision de faire des Comores un pays émergent, n'est

jusqu' alors qu'un refrain d'une chanson. Nous voulons du travail, la politique aux politiciens », lancent plusieurs jeunes interrogés sur l'anniversaire du 26 mai. Pour Chayhou Ali, « les discours n'ont jamais construit un rêve. Certes, il y a quelques chantiers qui bougent dans l'île, mais les mesures de restrictions tuent notre business. C'est insupportable ». Selon un autre jeune, il n'a pas accepté d'entrer dans le piège de l'opposition. « Nous la jeunesse, on attend un changement. Le Président Azali, agissez pour la jeunesse anjouanaise. Ne coupez pas le fil de notre espoir », dit-il.

A l'heure où des jeunes tirent à boulet rouge sur le régime à cause du chômage, l'ANPI vient de tenir une formation qui renforce les capacités des jeunes entrepreneurs pour l'acquisition de fonds de financement de leur projet. Fayal Mohamed, directeur régional de l'ANPI reste optimiste et met un accent particulier sur l'élan pris par le Président. « Les investissements que nous ciblons à faire venir est l'élan projeté par cette volonté de faire de l'Union des Comores une destination touristique de premier rang dans la région », avance-t-il.

La situation est vertigineuse dans

l'île. « Rien ne va et rien ne se fera si Azali garde ses irresponsables. Nous, des commerçantes, petites et moyennes, on nous tue à la douane, donc ça ne va pas », crie Mme Viviane, commerçante de Mirontsy. Le constat fait sur le terrain laisse présager qu'à part certains directeurs qui occupent les médias et qui sont communicants de nature, on sent une absence « forte » des ministres et d'autres dirigeants dans l'île, laissant une impression que le Président ferait son travail tout seul dans l'île d'Anjouan.

Nabil Jaffar

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssef
Secrétaire de rédaction
 Toufè Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 Raanti Aboubakar (Stagiaire)
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakou Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

POLITIQUE

Fazul : "Aucune solution pour notre justice avant 20 ans"

Dans une conférence de presse qui avait réuni plusieurs autorités de l'île à Bonovo (siège du gouvernement de Mohéli) et des journalistes venus de Moroni, Mohamed Saïd Fazul dresse son bilan de deux ans qui n'est autre, selon lui, que celui du président Azali.

C'est en quelque sorte pour répondre à La Gazette des Comores dont la Une du 27 mai, lendemain de l'anniversaire deux années depuis l'investiture le 26 mai 2019 d'Azali Assoumani à l'issue de la présidentielle anticipée la même année, a fait florès. En effet, le quotidien indépendant qui a

choisi de titrer « 3+2=2 » a provoqué l'effet d'une bombe chez les lecteurs. « Je vous ai appelés ici aujourd'hui car il y a ceux qui ne comprennent pas, qui oublient que nous sommes élus en 2016 certes, mais nous avons voté une nouvelle Constitution (en 2018, Ndlr) laquelle a été appliquée. Donc nous célébrons deux ans de pouvoir car il y a ceux qui disent que 3+2=2, ce qui n'est plus le cas », explique le gouverneur Fazul lors de son allocution introductive.

Pour rappel, le chef de l'État Azali Assoumani et les gouverneurs de îles ont été élus pour un mandat de 5 ans en 2019. Leurs mandats

devraient prendre fin en mai 2021 mais c'est sans compter le changement de la Constitution intervenu en 2018 envers et contre tous, lequel changement a donné lieu à des élections anticipées en mars 2019. « Relaxe vous car nous ne sommes qu'au début ». Ce message s'adresse aussi bien au quotidien qu'aux opposants au régime. Selon ces derniers le mandat du président de la République et des gouverneurs des îles a pris fin respectivement le 26 et le 23 mai 2021, ne reconnaissant pas ainsi les élections de 2019 auxquelles ils avaient pris part.

Fidèle à sa position, Fazul répète à tout bout de champs que son

bilan n'est autre que celui d'Azali « car il y a ceux qui se demandent ce que je fais ici depuis que je suis à là ». Devant, les maires, les préfets, les directeurs régionaux des sociétés d'État, les religieux, les autorités politiques de toute l'île, Fazul explique l'intérêt qu'il y a à accompagner Azali dans sa politique et se met à l'exercice de citer un à un les projets en cours et ceux qui sont envisagés pour l'île de Mohéli et dont les financements sont déjà acquis. Des projets qui avaient fait l'objet, rappelons le, d'une conférence de presse autour du thème « Mohéli est en chantier », tenue au même endroit au lendemain de l'aïd

el-fitre en présence du ministre des infrastructures Bianrifi Tarmidhi et celui de l'agriculture Afretane Yssoufa.

Un nouveau sujet qu'a abordé le patron de l'île suite aux questions qui leur ont été posées, celui de la justice comorienne. Pour Fazul, « aucune solution n'est envisageable pour la justice comorienne avant au moins 20 ans ». Car, « c'est une question d'éducation de base qui demande encore du temps ». « Sinon il nous faut des magistrats étrangers à renouveler régulièrement pour éviter les accointances » croit-il.

Riwad

VIOLENCES FAITES AUX ENFANTS

Le manuel de procédures opérationnelles et de gestion des cas validé

Pour apporter assistance aux enfants victimes de violences, l'Unicef à travers les fonds canadien a financé la consultation nationale dans le but d'établir des directives qui permettront de pallier la défaillance, mais également de doter les travailleurs sociaux d'un manuel de procédures opérationnelles et de gestion des cas de violences faite aux plus vulnérables.

L'Unicef et le commissariat au genre ont organisé vendredi 28 mai dernier, un atelier de validation des directives de la gestion des cas de violences faites aux enfants en Union des Comores. La consultante, Samina Chakira, avocate au barreau de Moroni a expliqué le concept de ce manuel à travers un draft. L'objectif consiste à



La représentante de l'Unicef Odile Bulten

établir des normes et à offrir des conseils pour soutenir et accompagner les enfants victimes de violence dans le pays. Dans son intervention, la représentante de l'Unicef Odile Bulten a expliqué que l'absen-

ce d'un manuel et de directives de gestion des cas destinées aux travailleurs qui apportent assistance aux enfants victimes de violences, relevée dans une évaluation de 2019 constitue un handicap dans la répon-

se adaptée aux besoins spécifiques de protection des enfants victimes de violences.

« L'Unicef à travers les fonds canadiens d'initiative locale et les fonds Français de solidarité pour les projets innovants, a financé la consultation nationale dans le but de pallier cette défaillance et de doter les travailleurs sociaux d'un manuel de gestion des cas. Les directives de ce manuel serviront de guide sur les différentes étapes de mise en œuvre des services de gestion des cas, centrés sur l'intérêt supérieur de l'enfant et définiront les étapes de la gestion des cas y compris l'identification, l'enregistrement, l'évaluation, la planification, la mise en œuvre du plan d'action et la clôture du dossier », souligne-t-elle.

De son côté, la commissaire au

genre Mariam Hamada a montré que les capacités à mener à bien ce travail doivent être renforcées de manière objective afin d'aboutir à des résultats probants mais surtout de permettre d'améliorer la gestion des cas des violences. « Je suis très rassurée que le travail de ces acteurs sera amélioré davantage avec la disponibilité de ce manuel de gestion des cas de violences qui sera à leur portée », renchérit-elle.

Pour rappel, un mémorandum a été fait par les ONG dans le but de trouver une solution très rapidement à ce fléau qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Et ce manuel est un document pratique qui servira d'appui à ces acteurs sociaux dans le cadre de la prise en charge des victimes.

Andjouza Abouheir

SOCIÉTÉ CIVILE

Les organisations de la société civile sont appelées à former leurs membres

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Renforcement de la gouvernance locale en Union des Comores, la CEDAC (Association pour l'enfance et le développement communautaire) poursuit ses ateliers de formation de formateurs pour les organisations de la société civile de base. Après Ndzouani, le lundi et mardi dernier le tour vient à l'île de Mohéli.

La salle multifonctionnelle de Fomboni a servi de cadre pendant deux jours, jeudi et vendredi dernier, pour un atelier de formation des formateurs. Au total, ils étaient 17 personnes dont 12 choisis dans les 6 communes de Mohéli, 4 participants désignés par la maison de la société civile de Mohéli (Mosc Mohéli) et le respon-

sable chargé des affaires municipales de l'île de Mohéli. Le consultant formateur Aboubacar Abdou Moussa a mis l'accent sur des notions sur l'organisation, et le fonctionnement d'une association, ses fondements, les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux mais aussi et surtout sur la planification des activités, les grandes étapes de l'élaboration d'un budget et l'animation d'une association. « La formation que nous venons de recevoir va nous permettre de disposer des connaissances et des outils nous permettant à notre tour de pouvoir appuyer et assister les associations au niveau de la commune » rassure Adélaïde Hissani Moussa, l'un des participants à cet atelier.

Pour rappel, ce projet est financé par l'ambassade des Etats-Unis

en Union des Comores à hauteur de 100 000 dollars. Il a comme objectif général, selon Ahmed Bacar l'assistant coordinateur du projet de contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale des communes en Union des Comores par le ren-

forcement des capacités des élus et des responsables de la société civile locale. « Il vise également à renforcer le leadership des élus en mettant en place un mécanisme de fonctionnement et de dialogue entre les structures communales et les orga-

nisations de la société civile locale par un véritable cadre de concertation » explique-t-il. Cette même formation, selon les organisateurs, sera tenue à Ngazidja le mois de juin prochain.

Il convient de souligner que dans le cadre du même projet, les maires des 6 communes de Mohéli ont bénéficié d'une formation dans les mois passés. Mohamed Ibrahim, le coordinateur du projet, a saisi l'opportunité, lors de ses mots de clôture pour remercier encore une fois l'ambassade des États-Unis et le gouvernement comorien pour la confiance donnée à la CEDAC pour l'exécution de ce projet si important pour le développement de notre pays.



Riwad

ENVIRONNEMENT

Lancement d'un projet relatif à la surveillance du Karthala

Jeudi dernier dans un hôtel de la place, a été lancé le projet « Hatari- Les sources des aléas sismiques et volcaniques aux Comores ». Une partie des participants a suivi la rencontre en webinaire à partir de l'île de la Réunion. Le projet étudiera en détail l'activité volcanique récente du volcan Karthala. Il intégrera des études de terrain, des expériences de laboratoire, de la modélisation numérique et renforcera les observations en continu. Des étudiants réunionnais et comoriens ainsi que les intervenants du projet bénéficieront de formations techniques et scientifi-

Volcanologique du Piton de la Fournaise-IPGP, Observatoire Volcanologique du Karthala-CNDRS, Musée National des Comores-CNDRS, Université de La Réunion, Cité du Volcan).

Le directeur du Cndrs, Dr Twaouilou Hamadi, a tenu à souligner la synergie des différents intervenants dans ce projet et qui sont des acteurs majeurs dans leurs domaines d'intervention. Le renforcement des capacités sera au centre des préoccupations pour mieux pérenniser les résultats des études qui seront issues de ce projet.

Le projet va s'intéresser au lien entre volcanisme et sismicité sur l'ensemble de l'archipel des Comores, à travers plusieurs études (cartographie des failles et structures volcaniques, géomorphologie, suivi de l'activité volcano-tectonique, chimie des fluides, installation de nouvelles stations de collectes des données sur Ngazidja, Anjouan et Mohéli, ...).

Par ailleurs ces études permettront d'établir un modèle de défor-



Participants à l'atelier de lancement.

mation tectonique régionale et de suivre et caractériser l'activité sismique et le lien avec l'activité volcanique. Les processus à l'origine de l'activité sismique et volcanique aux Comores ainsi que leur nature, leur évolution et le possible lien spatio-temporel entre l'activité tectonique, le transfert des magmas et l'activité éruptive demandent à être mieux caractérisés en intégrant des études de terrain, des expériences

de laboratoire, de la modélisation numérique et en renforçant les observations en continu.

Il convient de rappeler que les aléas telluriques représentent une menace majeure pour la population, mais leurs sources, leur distribution spatiale ainsi que les processus en œuvre, leur évolution temporelle et leur interaction potentielle restent très mal compris. Depuis 40 ans, l'Institut de Physique du Globe de

Paris (IPGP) et l'Université de la Réunion collaborent avec le CNDRS pour l'étude et la surveillance des aléas telluriques aux Comores.

C'est le secrétaire général au ministère de l'Éducation Nationale M. Choukran Bacar Soilih, qui a procédé au lancement du projet

Mmagaza

FOOTBALL

Le contingent comorien de Nouadhibou champion de Mauritanie

Arrivés dans la deuxième ville mauritanienne en novembre dernier, le contingent comorien du FC Nouadhibou termine champ-

ion de Mauritanie. Les « Oranges » dirigés par Amir Abdou se sont offert leur neuvième titre de Super D1 à quatre journées de la fin du

championnat. Faouz Faidine et Ibrohim Youssouf comptent désormais un nouveau trophée dans leurs armoires.

Paris réussi pour le Comorien Amir Abdou. Sa première expérience sur le continent avec un club est un succès. Le projet qu'il porte avec le club mauritanien du FC Nouadhibou depuis novembre dernier s'est matérialisé par un titre dès sa première saison. Les « Oranges » se sont offert le neuvième titre de Champions de Super D1 de leur histoire. Le qua-

trième consécutif. La victoire de vendredi contre le FC Sahel (2-0) a assuré le sacre aux coéquipiers de Faouz Faidine et Ibrohim Youssouf. Nouadhibou devance de 14 points le dauphin FC Tévragh-Zeina à 4 journées de la fin des play-offs.

Une aventure riche en émotions et en expériences pour les deux joueurs comoriens de l'effectif du FC Nouadhibou. Faouz Faidine (milieu de terrain) et Ibrohim Youssouf (attaquant) avaient accompagné Amir Abdou à sa signature. Avec ce titre, ils conti-

nent de garnir leurs palmarès respectifs tout en gagnant en expérience sur le football du continent. Le quatrième titre de sa carrière pour Faouz et le troisième pour Ibrohim, passé par African Stars en Namibie. La saison n'est cependant pas déroulée de la même manière pour les deux joueurs. Plus efficace, Faouz Faidine a réalisé une saison presque pleine par rapport à son compatriote, moins régulier et en manque d'efficacité (2 buts seulement).

Boina Houssamdine



Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 7673 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18



NATIONS
UNIES
COMORES

AVIS DE RECRUTEMENT



Union des Comores

Le PNUD Comores recrute Un (e) **Analyste (e) au Programme Environnement – NOB**

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de **postuler en ligne** à partir des liens ci-dessous :

* Reproduction du Posté d'Analyste au Programme Environnement du PNUD

* https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=37512&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2

Date de début de Publication : **27 mai 2021**

Date limite dépôt des candidatures : **11 Juin 2021**

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.